

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	17.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Gewässerschutz, Invalidenversicherung (IV)
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Verordnung / einfacher Bundesbeschluss
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Benteli, Marianne
Caroni, Flavia
Dupraz, Laure
Eperon, Lionel
Flückiger, Bernadette
Heidelberger, Anja
Mach, André
Porcellana, Diane
Terribilini, Serge

Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Caroni, Flavia; Dupraz, Laure; Eperon, Lionel; Flückiger, Bernadette; Heidelberger, Anja; Mach, André; Porcellana, Diane; Terribilini, Serge 2024.
Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Gewässerschutz, Invalidenversicherung (IV), Verordnung / einfacher Bundesbeschluss, 1991 - 2020. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 17.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Energie	1
Wasserkraft	1
Umweltschutz	1
Gewässerschutz	1
Abfälle	2
Sozialpolitik	2
Sozialversicherungen	2
Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV)	3
Invalidenversicherung (IV)	4
Unfallversicherung	4

Abkürzungsverzeichnis

AHV	Alters- und Hinterlassenenversicherung
BAFU	Bundesamt für Umwelt
BSV	Bundesamt für Sozialversicherungen
UREK-SR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates
IV	Invalidenversicherung
EDI	Eidgenössisches Departement des Inneren
EL	Ergänzungsleistungen
SBB	Schweizerische Bundesbahnen
EO	Erwerbsersatzordnung
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
GSchV	Gewässerschutzverordnung

AVS	Assurance-vieillesse et survivants
OFEV	Office fédéral de l'environnement
OFAS	Office fédéral des assurances sociales
CEATE-CE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats
AI	Assurance-invalidité
DFI	Département fédéral de l'intérieur
PC	Prestations complémentaires
CFF	Chemins de fer fédéraux suisses
APG	allocations pour perte de gain
USS	Union syndicale suisse
OEaux	Ordonnance sur la protection des eaux

Allgemeine Chronik

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Wasserkraft

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 21.12.1993
ANDRÉ MACH

La **procédure de consultation sur l'ordonnance de la loi sur la protection des eaux**, qui contient comme principale mesure l'introduction de compensations financières de la Confédération pour les communes de montagne qui renoncent à la construction d'installations hydro-électriques pour des motifs de protection de l'environnement, a donné lieu à des prises de position positives de la plupart des organisations consultées. Seules l'UDC et l'association des producteurs hydro-électriques se sont opposées au projet du Conseil fédéral.¹

Umweltschutz

Gewässerschutz

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 21.11.1991
SERGE TERRIBILINI

Mise en consultation en 1989, **le Conseil fédéral a adopté l'ordonnance sur l'approvisionnement en eau potable** en temps de crise qui entre en vigueur au début de 1992. Ce texte vise à assurer un approvisionnement suffisant de la population, ainsi qu'une protection efficace de l'eau potable contre toutes sortes de dégâts pouvant survenir. Les cantons, responsables de son exécution, sont aussi chargés de l'établissement d'inventaires et de plans de mesures.²

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 04.12.1998
LAURE DUPRAZ

Le Conseil fédéral a modifié **l'ordonnance sur la protection des eaux**. L'ordonnance fixe de nouveaux objectifs écologiques à la protection des eaux afin qu'elles conservent à long terme des caractéristiques aussi naturelles que possible. Toutes les activités pouvant exercer une influence sur les cours d'eau, les lacs et les eaux souterraines doivent y être subordonnées. L'ordonnance permet désormais de prendre des mesures de protection contre les pollutions chimiques dans toute l'aire d'alimentation des captages d'eau potable. En outre, pour éviter que l'infiltration des eaux pluviales ne pollue le sol et les eaux souterraines, l'ordonnance contient désormais des exigences concrètes, notamment en ce qui concerne l'infiltration des eaux qui s'écoulent des routes, des parcs de stationnement et des voies ferrées. Finalement, elle formule à nouveau des exigences minimales en matière de qualité des eaux.³

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 04.11.2015
DIANE PORCELLANA

Le **Conseil fédéral a approuvé la révision de l'ordonnance sur la protection des eaux (OEaux)**, dont l'entrée en vigueur est prévue au 1er janvier 2016. La version modifiée définit de nouvelles exigences relatives au déversement d'eaux usées et réglemente la taxe sur les eaux usées. Elle apporte quelques précisions sur la gestion de l'espace réservé aux eaux, notamment quant au maintien des cultures pérennes et l'établissement de chemins de dessertes dans cet espace. Les mesures d'organisation du territoire ont été adaptées afin de protéger les eaux dans les aquifères karstiques et fissurés fortement hétérogènes. Des valeurs écotoxicologiques pour les composés traces organiques seront progressivement inscrites dans l'ordonnance, afin que les cantons puissent contrôler la qualité des eaux de surface et leur charge de micropolluants. Une centaine de stations d'épuration seront équipées d'un procédé éliminant les micropolluants, financé par une redevance sur les eaux usées de 9 francs par habitant et par an.⁴

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 09.12.2017
DIANE PORCELLANA

Dans le cadre de la révision de l'ordonnance sur la protection des eaux (OEaux), le Conseil fédéral prévoit d'**augmenter les concentrations de micropolluants tolérées, dont le glyphosate**. Pour cette substance, une concentration 1'200 fois plus élevée qu'actuellement sera jugée conforme. L'OFEV justifie ce choix, en rappelant que les limites en vigueur ne portent pas sur des données scientifiques. L'adaptation devrait permettre une amélioration de la qualité des eaux, en révélant les problèmes découlant des micropolluants les plus toxiques aux seuils de tolérance les plus bas. Quelques mois auparavant, l'utilisation du glyphosate par les CFF avait provoqué de fortes réactions.

L'ancienne régie fédérale avait alors déclaré qu'elle pouvait se débrouiller sans cette substance. L'office fédéral a mis en consultation le projet, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er novembre 2018. Des scientifiques ont déjà partagé leurs doutes, notamment sur les méthodes de détermination des valeurs tolérables.⁵

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 01.06.2018
DIANE PORCELLANA

Dans la nouvelle version de l'ordonnance sur la protection des eaux (OEau), approuvée par le Conseil fédéral, figure une **dérogation à l'autorisation de déversement d'eaux issues de circuits de refroidissement ouverts**. Cet assouplissement vise à réduire le problème découlant de l'obligation de suspendre le déversement d'eaux de refroidissement lorsque la température du cours d'eau excède les 25 degrés. Au-delà de cette température, les autorités pourront donc tolérer des rejets thermiques ayant un effet minime sur la température de l'eau. Des dérogations spécifiques sont accordées aux centrales nucléaires existantes. Toutefois, les nouvelles installations construites devront limiter la production de chaleur et utiliser l'évacuation dans le cours d'eau seulement pour les rejets thermiques non récupérables.

Le projet de modification a été accueilli favorablement par la plupart des cantons et par les milieux économiques interrogés. Ce ne fut pas le cas pour le PS, les organisations environnementales, quelques associations professionnelles et instituts de recherche, et pour huit cantons (AG, BL, FR, GE, LU, TI, TG, VD). Une des principales raisons qui motive leur position est la survie des organismes aquatiques. Pour l'assurer, il faudrait empêcher ou limiter toute hausse de température des cours d'eau par des rejets thermiques.⁶

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 12.06.2018
BERNADETTE FLÜCKIGER

Dem Auftrag aus einer Motion der UREK-SR (Mo. 15.3001) wurde mit **zwei Revisionen der GSchV** Rechnung getragen (vgl. hier). Damit stünde den Kantonen nun ein Instrumentarium zur Verfügung, um den lokalen Gegebenheiten der vielfältigen Landschaft der Schweiz und deren Gewässer Rechnung tragen zu können, argumentierte der Bundesrat. Er erachtete das Anliegen der Motion damit als erfüllt und beantragte Ende 2017 deren Abschreibung. Die beiden Räte stimmten der Abschreibung im Sommer 2018 zu.⁷

Abfälle

Le DFI a ouvert une procédure de consultation relative à une modification de l'**ordonnance sur le traitement des déchets** selon laquelle il sera interdit, dès l'an 2000, de mettre en décharge les ordures ménagères, les boues d'épuration, les déchets de chantier ainsi que les autres déchets combustibles. Cette mesure a été envisagée dans l'optique de limiter les émissions de gaz et la pollution des eaux souterraines. Selon les autorités fédérales, cette réglementation se justifie de par le fait que d'ici la fin du siècle, la Suisse aura des capacités suffisantes pour l'incinération de l'ensemble des déchets combustibles produits dans le pays.⁸

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 20.05.1995
LIONEL EPERON

Sozialpolitik

Sozialversicherungen

Sozialversicherungen

Im November 2014 beschloss der Bundesrat, die **Obergrenze für den versicherten Lohn** in der obligatorischen Unfallversicherung per Anfang 2016 anzuheben. Der Höchstbetrag ist massgebend für die Berechnung von Prämien und Leistungen der Unfallversicherung. Ausserdem dient er zur Festsetzung der Beiträge und Leistungen der Arbeitslosenversicherung (ALV) und der Taggelder der Invalidenversicherung (IV). Gegenwärtig liegt die Obergrenze bei einem Jahreslohn von CHF 126'000, ab 2016 soll sie bei CHF 148'200 liegen. Die Änderung war aufgrund der Lohnsteigerung in den letzten Jahren nötig geworden, damit erneut, wie gesetzlich vorgeschrieben, mindestens 92% der Versicherten zu ihrem vollen Lohn versichert sind. Der Gewerbeverband kritisierte die Erhöhung und forderte eine Entkoppelung der IV und ALV von der Unfallversicherung: Bei ersteren komme es durch die Anhebung der Lohnobergrenze zu Mehreinnahmen und Mehrausgaben, was einem versteckten Sozialausbau entspreche. Der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) wehrte sich gegen eine Entkoppelung und betonte, alle drei Sozialwerke müssten für eine gute

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 12.11.2014
FLAVIA CARONI

Abdeckung bei einem "überwiegenden Teil" der Erwerbstätigen sorgen, was auch Personen mit einem Jahreslohn von mehr als CHF 126'000 umfasse.⁹

**VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS**
DATUM: 07.06.2019
ANJA HEIDELBERGER

Im Juni 2019 legte der Bundesrat in der Verordnung über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSV) die **Leitplanken** für die von den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern bestätigte **Überwachung von Versicherten** fest. Darin regelte er zahlreiche Elemente, welche die Referendumsführenden im Gesetz vermisst hatten. So definierte er unter anderem den Bereich, in dem Observationen durchgeführt werden dürfen. Dabei präziserte er die Formulierung aus dem Gesetz, indem er klarstellte, dass das Innere von Wohnhäusern, auch die durch ein Fenster einsehbaren Räume, sowie zu Wohnhäusern gehörende Gärten und Vorplätze, die üblicherweise Blicken von aussen entzogen sind, nicht zu den allgemein zugänglichen Orten oder den von allgemein zugänglichen Orten aus frei einsehbaren Bereichen zählten. Auch die Verwendung von Instrumenten zur Bild- und Tonaufnahme präziserte er, indem er Instrumente, «die das menschliche Seh- und Hörvermögen wesentlich erweitern» – ausdrücklich erwähnte er Teleobjektive, Nachtsichtgeräte, Wanzen, Richtmikrofone und Drohnen – von der Nutzung ausschloss. Für die die Überwachungen durchführenden Personen setzte er Rechtskenntnisse, eine Observations-Aus- oder Weiterbildung sowie genügend Erfahrung in der Personenüberwachung voraus, zudem dürfen sie «keine relevanten Delikte mit einem Bezug zur bewilligungspflichtigen Tätigkeit» begangen haben. Schliesslich definierte er Standards für die Führung, die Aufbewahrung und die Vernichtung der Akten, unter anderem die Verpflichtung für die Sozialversicherungen, die Betroffenen über eine erfolgte Observation zu informieren und ihnen eine Kopie des vollständigen Observationsmaterials auszuhändigen.

Unklar war zu diesem Zeitpunkt noch, ob der vom Bundesrat angestrebte Inkraftsetzungstermin des 1. September 2019 tatsächlich möglich sei, zumal vor Bundesgericht noch drei Abstimmungsbeschwerden hängig waren.¹⁰

Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV)

**VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS**
DATUM: 01.01.2017
ANJA HEIDELBERGER

Im Juli 2016 entschied der Bundesrat auf Empfehlung der AHV/IV-Kommission, die **AHV- und IV-Renten fürs Jahr 2017** – zum ersten Mal überhaupt seit Einführung der AHV 1948 – **nicht zu erhöhen**. Die Erhöhungen seien abhängig von der Lohn- und Preisentwicklung; dieses Jahr würden die negative Teuerung sowie die schwache Lohnentwicklung folglich keine Erhöhung rechtfertigen, erklärte der Bundesrat. Rein rechnerisch wäre gemäss Stéphane Rossini, Präsident der Kommission, auch eine Senkung der Renten möglich gewesen, eine solche sei aber nie zur Debatte gestanden. SGB-Präsident Paul Rechsteiner (sp, SG) verwies darauf, dass bei diesem Entscheid die Krankenkassenprämien nicht berücksichtigt würden, die durchschnittlich wieder um 5 Prozent stiegen. Aus diesem Grund sei ein Ja zur AHVplus-Initiative, über die im September abgestimmt wird, nötig; die Rentenentwicklung hinke ansonsten der Lohnentwicklung immer stärker hinterher.¹¹

**VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS**
DATUM: 01.01.2018
ANJA HEIDELBERGER

Wie von der Eidgenössischen AHV/IV-Kommission empfohlen, liess der Bundesrat die **AHV- und IV-Renten per 1. Januar 2018 unverändert**. Die schwache Erhöhung der Preis- und Lohnindizes würden keine Veränderung der Renten rechtfertigen, erklärte er. Die AHV/IV-Minimalrente blieb somit bei CHF 1175, die Maximalrente bei CHF 2350 und auch verschiedene andere Leistungen und Beträge, die mithilfe der AHV-Mindestrente berechnet werden, blieben auf dem Niveau von 2017.¹²

**VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS**
DATUM: 01.01.2019
ANJA HEIDELBERGER

Zum ersten Mal seit 2015 **erhöhte der Bundesrat per 1. Januar 2019 die AHV- und IV-Renten**. Aufgrund der Lohn- und Preisentwicklung wurde die AHV/IV-Minimalrente von CHF 1175 auf CHF 1185 und die Maximalrente von CHF 2350 auf CHF 2370 angehoben. Dies führte auch zur Erhöhung verschiedener mithilfe der AHV-Mindestrente berechneter Beträge, etwa des Betrags zur Deckung des allgemeinen Lebensbedarfs bei den EL (von CHF 19'290 auf CHF 19'450 für Alleinstehende) oder des Koordinationsabzugs bei der beruflichen Vorsorge (von CHF 24'675 auf CHF 24'885). Dies führe bei den Renten zu Mehrkosten von CHF 430 Mio. pro Jahr, wovon ein Grossteil von CHF 380 Mio. bei der AHV anfielen. Hinzu kämen Mehrkosten bei den EL von CHF 2.1 Mio.¹³

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 18.06.2019
ANJA HEIDELBERGER

In seinem Bericht zu den Motionen und Postulaten 2018 erachtete der Bundesrat im März 2019 das Anliegen der Motion Dittli (fdp, UR) zur **Anhebung der AHV-Leistungen für Hörversorgungen auf das Niveau der IV-Vergütungen** als erfüllt, nachdem er per 1. Juli 2018 die Verordnung über die Abgabe von Hilfsmitteln durch die Altersversicherung wie verlangt geändert hatte. Stillschweigend **schrieben** Stände- und Nationalrat die Motion in der Sommersession 2019 **ab**.¹⁴

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 01.01.2020
ANJA HEIDELBERGER

Nur zwei Jahre nach der letzten Erhöhung gab der Bundesrat im Oktober 2020 bekannt, dass er die **AHV- und IV-Renten per 1. Januar 2021** erhöhen werde. Die Minimalrente betrage entsprechend neu CHF 1195 (+CHF 10), die Maximalrente CHF 2390 (+CHF 20). Gleichzeitig erhöhte er auch die Mindestbeiträge der Selbständigerwerbenden und der Nichterwerbstätigen für AHV, IV und EO und den Betrag für die Deckung des allgemeinen Lebensbedarfs der EL. Auch den Koordinationsabzug in der beruflichen Vorsorge sowie die Eintrittsschwelle und den Steuerabzug für die Säule 3a passte der Bundesrat nach oben an.¹⁵

Invalidenversicherung (IV)

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 26.11.1996
MARIANNE BENTELI

Mit einer **Änderung der IV-Verordnung** setzte der Bundesrat auf den 1. April eine Bestimmung in Kraft, nach welcher **Bau- und Betriebsbeiträge** an Institutionen für erwachsene Behinderte inskünftig nur noch gewährt werden, wenn für diese Einrichtungen ein kantonaler oder interkantonaler Bedarf nachgewiesen wird. Auf den 1. Januar 1997 wird der Bedarfsnachweis auch auf die Dienstleistungsangebote der privaten Invalidenhilfe ausgedehnt. Damit soll die Entwicklung des Angebotes vermehrt inhaltlich und finanziell gesteuert werden. Die Ausrichtung von IV-Beiträgen für behinderte Kinder wird künftig mit **Pauschalabgeltungen** an die Kantone vereinfacht. Bisher wurden die Beiträge direkt an die Institutionen überwiesen.¹⁶

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 24.08.2006
MARIANNE BENTELI

Ende August beschloss das BSV ein auf mehrere Jahre angelegtes breites **Forschungsprogramm** zur Invalidenversicherung mit dem Ziel, wissenschaftlich gesichertes Wissen zur IV und zur Umsetzung der eingeleiteten Reformen zu erarbeiten und nutzbar zu machen. Damit sollen heute bestehende Wissenslücken geschlossen werden, um die weitere Entwicklung des Sozialwerks nachhaltig steuern zu können.¹⁷

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 12.06.2017
ANJA HEIDELBERGER

Per 1. März 2016 nahm der Bundesrat durch eine Verordnungsänderung **Trisomie 21 in die Liste der Geburtsgebrechen** auf und empfahl in der Folge die Motion Zanetti (sp, SO) zur Abschreibung. Stillschweigend stimmten Ständerat und Nationalrat diesem Antrag in der Sommersession 2017 zu.¹⁸

Unfallversicherung

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 01.01.2016
FLAVIA CARONI

Per Anfang 2016 erhöhte der Bundesrat die **Jahresobergrenze für den versicherten Verdienst** in der obligatorischen Unfallversicherung. Damit kann erneut sichergestellt werden, dass die grosse Mehrheit der Versicherten, nämlich gemäss dem gesetzlichen Auftrag mindestens 92%, höchstens aber 96%, zu ihrem vollen Verdienst versichert ist. Die letzte Anpassung war per Anfang 2008 vorgenommen worden, die seitherige Lohnentwicklung machte nun eine Anhebung der Obergrenze von CHF 126'000 auf CHF 148'200 notwendig. Der Wert ist nebst der Unfallversicherung auch für die Arbeitslosenversicherung und für die Taggeldberechnung in der Invalidenversicherung massgebend. Die Prämien- und Beitragssätze sind von der Anpassung nicht betroffen.¹⁹

1) BO CN, 1993, p. 1817 ss.; BÜZ, 5.5, 7.5, 4.10, 24.11 et 21.12.93; TA, 17.5.93; NZZ, 26.11 et 21.12.93.

2) NZZ, 21.11.91; RO, 1991, p. 2517 ss.

3) NZZ, 4.12.98; RO, 1998, p. 2863 ss.

4) Communiqué de presse OFEV du 4.11.15; ZGZ, 21.3.15

5) NZZ, 16.3.17; LMD, 12.6., 15.6.17; TG, 3.11.17; Blick, 17.11.17; So-Bli, 19.11.17; LT, TA, 9.12.17; TA, 12.12.17; WoZ, 21.12.17

6) Communiqué de presse OFEV du 11.4.18; Rapport explicatif de l'OFEV du 11.4.18; Rapport sur les résultats de la consultation du 11.4.18

7) BBl, 2018, S. 2253 ff.

8) Presse du 20.5.95

9) Medienmitteilung Bundesamt für Gesundheit 12.11.2014; TA, 15.11.14

10) Medienmitteilung BSV vom 7.6.19; TA, WW, 29.8.19

- 11) NZZ, TA, TG, 7.7.16
- 12) Medienmitteilung BSV vom 29.6.17; Medienmitteilung BSV vom 5.7.17
- 13) Medienmitteilung BSV vom 21.9.18
- 14) BBl 2019, S. 2955 ff.
- 15) Medienmitteilung BR vom 14.10.20 (AHV)
- 16) CHSS, 1996, Nr. 2, S. 83 f.; SGT, 26.11.96.
- 17) Presse vom 8.2. und 25.8.06
- 18) BBl, 2017, S. 2865 ff.
- 19) Medienmitteilung BAG vom 12.11.2014; AZ, 22.11.14